



**Etablissement public du Mobilier national
– Musée national de céramique – Musée
national Adrien Dubouché – Manufactures
nationales de Sèvres, des Gobelins, de
Beauvais et de la Savonnerie – Atelier de
recherche et création – Ateliers de
dentelles d’Alençon et du Puy-en-Velay**

1 rue Berbier du Mets
75013 Paris

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P)

**CHANTIER DES COLLECTIONS :
DEPOUSSIERAGE, SECURISATION, CONDITIONNEMENT,
MANUTENTION, DEPLOIEMENT, TRANSFERT ET TRANSPORT
DES COLLECTIONS DE MOULES EN PLATRE DU SITE DE SEVRES**

NUMERO : 2026-AOO-08

Pouvoir adjudicateur :

Mobilier national – Musée national de céramique – Musée national Adrien Dubouché – Manufactures nationales de Sèvres, des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie – Atelier de recherche et création – Ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay

(Etablissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national)

1 rue Barbier du Mets

75013 Paris

Site d'exécution :

Sèvres

Représentant du pouvoir adjudicateur :

Monsieur le directeur délégué à l'administration de l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national

Comptable public assignataire des paiements :

L'agent comptable de l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national

SOMMAIRE

ARTICLE 1. IDENTIFICATION ET PRESENTATION DES PARTIES	6
1.1. Identification du pouvoir adjudicateur	6
1.2. Présentation des Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national.....	6
1.3. Définition des termes	6
1.4. Représentation des parties	6
1.5. Identification du pouvoir adjudicateur	7
1.6. Représentant de l'acheteur	7
1.7. Précision terminologique.....	7
ARTICLE 2. OBJET ET FORME DU MARCHÉ.....	7
2.1. Objet du marché	7
2.2. Allotissement.....	8
2.3. Forme du marché.....	8
2.4. Durée du marché – Reconduction	8
2.5. Délais d'exécution.....	9
2.6. Lieu d'exécution.....	9
2.7. Prestations similaires.....	9
ARTICLE 3. PIÈCES CONTRACTUELLES	9
ARTICLE 4. MODALITES GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	10
4.1. Commande	10
4.2. Changement dans la situation du Titulaire	12
4.3. Clause de réexamen.....	13
4.4. Prestations supplémentaires ou modificatives.....	13
4.5. Modifications financières pour circonstances imprévisibles	13
ARTICLE 5. SOUS-TRAITANCE	13
ARTICLE 6. MONTANT ET PRIX.....	14
6.1. Forme des prix et contenu des prix.....	14
6.2. Montant maximum des accords-cadres	14
6.3. Variation des prix	14
ARTICLE 7. CLAUSES DE SURETE ET DE FINANCEMENT	14
7.1. Retenue de garantie	14
7.2. Avance.....	14
7.3. Acompte	15
7.4. Cession ou nantissement	15
ARTICLE 8. REGLEMENT DES COMPTES AU TITULAIRE	15
8.1. Répartition des paiements	15
8.2. Délais de paiement	15
8.3. Modalités de facturation.....	16
8.4. Mode de règlement.....	16
8.5. Modalités de règlement	17
8.6. Paiement des sous-traitants	17
ARTICLE 9. PENALITES	17
9.1. Modalités d'application des pénalités	17

9.2. Pénalités	17
ARTICLE 10. OBLIGATIONS DES PARTIES.....	18
10.1. Obligation des Manufactures nationales	18
10.2. Obligation du Titulaire	18
ARTICLE 11. TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	20
ARTICLE 12. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	21
12.1. Opérations de vérification	21
12.2. Réception.....	21
ARTICLE 13. ASSURANCES	21
ARTICLE 14. RESILIATION DU MARCHE	22
14.1. Généralités.....	22
14.2. Résiliation pour faute	22
ARTICLE 15. LITIGES ET CONTENTIEUX.....	22
ARTICLE 16. DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....	23

ARTICLE 1. IDENTIFICATION ET PRESENTATION DES PARTIES

1.1. Identification du pouvoir adjudicateur

Le présent marché est porté par et pour l'Etablissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national : les manufactures nationales des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie – et l'Ecole des arts textiles, ci-après, les « Manufactures nationales » ou « l'acheteur ».

Nom et adresse officiels de la personne publique :

Etablissement public Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national

1 rue Barbier du Mets - 75013 Paris

Téléphone : 01 44 08 52 00

1.2. Présentation des Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national

Issues de la réunion du Mobilier national et de la Cité de la céramique - Sèvres & Limoges, les Manufactures nationales ont été créées le 1er janvier 2025 pour promouvoir l'excellence des savoir-faire français et mettre en valeur la richesse de ce patrimoine matériel et immatériel avec plus de 53 métiers d'art exercés au sein de ses manufactures et ateliers.

Unique au monde, ce nouveau pôle public dédié aux arts décoratifs, aux métiers d'art et au design marie patrimoine et création pour jouer un rôle central dans la mise en œuvre de la stratégie nationale en faveur des métiers d'art.

Son action porte autour de 6 axes prioritaires : la formation ; la recherche ; la création ; le soutien à l'écosystème fragile des métiers d'art ; la valorisation du patrimoine ; le rayonnement international des savoir-faire.

Héritier de quatre siècles d'histoire, il est constitué de : 2 musées (le musée national de céramique à Sèvres ; le musée national Adrien Dubouché à Limoges), 9 manufactures et ateliers de création (dont la manufacture nationale de Sèvres, la manufacture de tapisserie des Gobelins ; la manufacture de tapisserie de Beauvais ; la manufacture de tapis de Savonnerie ; les ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay ; l'atelier de recherche et de création en mobilier contemporain), 7 ateliers de restauration et une mission de l'ameublement et de l'Ecole des arts textiles déployée sur deux sites à Paris et à Lodève.

Résolument tourné vers les territoires, ce pôle public est implanté dans 8 départements : à Paris, dans les Hauts-de-Seine (Sèvres), dans l'Hérault (Lodève), dans la Creuse (Aubusson), dans l'Orne (Alençon), en Haute-Loire (Puy-en-Velay), en Haute-Vienne (Limoges) et dans l'Oise (Beauvais).

1.3. Définition des termes

Il est entendu par « titulaire » l'entreprise attributaire du marché pour son propre compte ou en tant que mandataire d'un groupement d'entreprises.

1.4. Représentation des parties

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG/FCS, dès la notification du marché, le titulaire et le pouvoir adjudicateur désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché, et notifie cette désignation au pouvoir adjudicateur ou au titulaire.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires du présent marché sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution du marché.

1.5. Identification du pouvoir adjudicateur

Etablissement public du Mobilier national - Musée national Adrien Dubouché – Manufactures nationales de Sèvres, des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie – Atelier de recherche et création – Ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay, désigné « l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national » ou « l'acheteur ».

N° de SIRET : 939 106 274 00011

1.6. Représentant de l'acheteur

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du Titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

L'interlocuteur des Manufactures nationales dans le cadre de l'exécution de ce marché est **Yann FABES** (yann.fabes@sevresciteceramique.fr / 06 20 05 35 19), **directeur de la Manufacture nationale de Sèvres, direction déléguée à la création, à la recherche et à l'innovation.**

Dans le cadre du présent marché, l'acheteur est accompagné par une assistance à maîtrise d'ouvrage, société ASK représentée par Stéphanie LIKES, qui aura la charge de la coordination des différentes opérations liées au présent marché.

L'acheteur notifie toute modification d'interlocuteur au Titulaire.

1.7. Précision terminologique

Il est entendu par « Titulaire » l'entreprise attributaire du marché, pour son propre compte ou en tant que mandataire d'un groupement d'entreprises, pour le lot le concernant.

ARTICLE 2. OBJET ET FORME DU MARCHE

2.1. Objet du marché

Le présent marché porte sur la réalisation d'un chantier des collections : il vise à dépoussiérer des moules en plâtre actuellement conservés sur le site de la manufacture de Sèvres, à les transférer dans un lieu de stockage, puis le cas échéant à les stocker.

Le présent marché concerne spécifiquement les moules de la salle A et du bâtiment 10 du site de la manufacture de Sèvres. Les moules des autres salles ont fait l'objet d'un précédent marché.

Ces moules seront déplacés vers des sites de stockage transitoires, identifiés en interne (sur le site de la manufacture de Sèvres) ou en externe (sur un site pris à bail par l'établissement public ou sur un site dont le titulaire du lot 3 assurera la gestion), afin de permettre la réalisation de travaux sur les bâtiments de stockage actuels.

Le présent marché porte sur des prestations de services.

Les spécifications techniques communes aux lots du présent marché sont décrites au sein du Cahier des Clauses Techniques Communes (CCTC). Les spécifications particulières à chaque lot sont décrites au sein de leur Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Codes CPV :

- **Pour le lot n°1** : 92521210-4 Services de conservation des objets exposés ;
- **Pour le lot n°2** : 63100000-0 Services de manutention et d'entreposage de cargaisons ;
- **Pour le lot n°3** : 63120000 Services de stockage et d'entreposage

2.2. Allotissement

Le marché est alloti de la manière suivante :

Numéro de lot	Intitulé du lot
1	Dépoussiérage, sécurisation et nettoyage fongicide des moules
2	Manutention, conditionnement, transfert et transport des moules
3	Stockage provisoire de moules

2.3. Forme du marché

Pour le lot n°1 : Le lot 1 est passé sous la forme d'un marché ordinaire, à prix global et forfaitaire.

Pour le lot n°2 : Le lot 2 est passé sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire, à bons de commande.

Pour le lot n°3 : Le lot 3 est passé sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire dit « mixte » (ou composite), avec une partie correspondant à un marché ordinaire (part forfaitaire) et une partie correspondant à un accord-cadre à bons de commande, tel que réglementé par les articles L.2125-1, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

- La part forfaitaire (marché ordinaire) a pour objet le stockage des moules pour une durée ferme de 11 mois ;
- La part à bons de commande (accord-cadre) a pour objet le stockage des moules, au-delà de la durée d'exécution de la part forfaitaire.

2.4. Durée du marché – Reconduction

Le lot 1 commence à sa notification et se terminera à l'admission des prestations.

Le lot 2 est un accord-cadre d'une durée ferme de 36 mois, commençant à la notification du lot.

Le lot 3 est un accord-cadre mixte d'une durée ferme et totale de 36 mois (part forfaitaire et part à bon de commande cumulées), commençant à la notification du lot.

Le présent marché n'est pas reconductible.

2.5. Délais d'exécution

Les délais d'exécution prévisionnels sont les suivants :

- Le délai prévisionnel global d'exécution pour les prestations du lot n°1 est de six (6) mois, du 1^{er} septembre 2026 au 28 février 2027, en application d'un planning spécifique sur tout ou partie de cette période, annexé au marché. Des réunions de coordination auront lieu en septembre 2026 ;
- Le délai prévisionnel global d'exécution pour les prestations du lot n°2 est déterminé par chaque bon de commande, en lien avec le planning spécifique sur tout ou partie de cette période, annexé au marché. Des réunions de coordination auront lieu en septembre 2026 ;
- Le délai prévisionnel global d'exécution pour les prestations du lot n°3 est de 11 mois par la part forfaitaire, de du 1^{er} février 2027 au 31 décembre 2027. Quant à la part à bons de commande, elle s'exécute à partir du 1^{er} janvier 2028, en application de chaque bon de commande. Des réunions de coordination auront lieu en septembre 2026.

2.6. Lieu d'exécution

Les prestations sont réalisées principalement aux adresses suivantes :

- Cité de la céramique de Sèvres, 4 Grande Rue, 92310, Sèvres ;
- Plateforme Sogaris, Hangar G21, 1 place de la Logistique, 94150, Rungis ;
- Dans le lieu qui sera défini après l'attribution du lot 3, à maximum 60 km de Sèvres

2.7. Prestations similaires

Conformément à l'article R.2122-7 du code de la commande publique, les Manufactures nationales peuvent passer un marché de services sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au Titulaire du présent marché passé après mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

ARTICLE 3. PIÈCES CONTRACTUELLES

Le présent marché est soumis aux dispositions du code de la commande publique.

Pour chaque lot, conformément à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

Le dossier de consultation des entreprises comprend les pièces suivantes :

- Le **Règlement de la Consultation (RC)** ;
- **Pour chaque lot, l'Acte d'Engagement (AE)** propre au lot, et ses annexes :
 - Annexe n°1 : les annexes financières, soient :
 - Pour le lot 1, **une Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)**,
 - Pour le lot 2, **un Bordereau des prix unitaires (BPU)**,
 - Pour le lot 3, **une DPGF et un BPU**.
 - Annexe n°2 : **Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs (DC4)** (le cas échéant) ;
- Le **Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)** ;
- Le **Cahier des Clauses Techniques Communes (CCTC)** et ses annexes :
 - Annexe n°1 : Plan de masse du site de la Cité de la céramique ;
 - Annexe n°2 : Plan du Bâtiment 18 E-0 ;
 - Annexe n°3 : Cadrage général des opérations de transfert ;
 - Annexe n°4 : Synthèse des opérations sur les moules ;
 - Annexe n°5 : Plan d'implantation mobiliers du bâtiment B18 et à Rungis (Hangar G21) ;
 - Annexe n°6 : Cartographie des casiers (version plan) ;
 - Annexe n°7 : Calendrier prévisionnel des opérations ;
 - Annexe n°8 : Principes de suivi de la traçabilité des opérations sur les différents casiers concernés (Inaccessible – Accessibles) ;
- Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)**, propre à chacun des trois lots ;
- Les annexes au **mémoire technique** à remettre par les candidats :
 - Annexe n°1 : le **planning (sauf lot 3)**,
 - Annexe n°2 : le **tableau des équipes**,
 - Annexe n°3 : le **tableau des équipements**,
- Le **Certificat de visite**.

En cas de contradiction entre les pièces contractuelles, la documentation de rang supérieur prévaudra pour l'obligation en cause. Il est expressément stipulé que les conditions générales de vente du Titulaire (ou tout autre document similaire édité ou habituellement utilisé par le Titulaire) ainsi que les conditions contractuelles éventuellement annexées à leur offre technique et commerciale ne sont pas applicables au présent marché. Elles ne constituent pas des documents contractuels.

Bien que non matériellement joint au marché, le CCAG-FCS est réputé parfaitement connu des parties. Le Titulaire ne peut pas se prévaloir de la méconnaissance des documents généraux contre les Manufactures Nationales.

Seul l'exemplaire du marché détenu par les Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national fait foi.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG-FCS, la notification du présent marché comprend une copie de l'acte d'engagement et de son(s) annexe(s).

ARTICLE 4. MODALITES GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

4.1. Commande

Le lot 2 et la part à bons de commande du lot 3 s'exécutent avec des bons de commande.

Chaque commande sera notifiée par le pouvoir adjudicateur par l'émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins, et dans les conditions définies à l'article 3.7 du CCAG/FCS.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché. Cependant leur exécution peut se poursuivre jusqu'à six (6) mois au plus tard après la date de fin de validité du marché.

En cas d'urgence, une commande pourra être notifiée au titulaire par courriel d'un représentant du pouvoir adjudicateur dûment habilité. Le bon de commande correspondant sera notifié au titulaire dans un délai de sept (7) jours à compter de la réception de la commande par le titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander, avant émission d'un bon de commande, un devis au titulaire afin de déterminer exactement, par application des prix unitaires (et donc selon le temps et/ou la nature des interventions nécessaires) le montant d'un bon de commande. Le titulaire devra transmettre ce devis dans un délai de trois (3) jours à compter de la réception de la demande.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le titulaire. Aucun bon de commande non visé ne doit être pris en charge par le titulaire. Aucune facture correspondant à un bon de commande non signé ne sera payée.

En cas de dénonciation et, de même, à l'échéance normale du terme contractuel du marché, le titulaire conserve la responsabilité de l'exécution des bons de commande notifiés au cours de la période de validité du marché.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Tout bon de commande notifié pendant la période de validité du marché doit être exécuté jusqu'à son terme.

- Annulation d'une commande

Après émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur conserve la faculté d'annuler celui-ci. A cette occasion, le pouvoir adjudicateur prend à sa charge les frais que le titulaire a pu engager du fait du commencement d'exécution du bon de commande, si et seulement si le titulaire produit les justificatifs afférents adéquats.

- Suspension d'une commande

Après émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de suspendre l'exécution de celui-ci pour une durée maximale de deux (2) mois. A cette occasion, le pouvoir adjudicateur prend à sa charge les frais que le titulaire a pu engager du fait du commencement d'exécution du bon de commande, si et seulement si le titulaire produit les justificatifs afférents adéquats et que la suspension est supérieure à une durée d'un (1) mois.

- Modification d'une commande

Si, en cours de validité, il s'avère nécessaire de modifier des termes essentiels d'un bon de commande, l'accord des parties sur ces modifications est concrétisé par la passation d'une commande modificative soumise aux mêmes règles administratives que le bon de commande concerné.

- Défaillance dans l'exécution d'une commande

En cas de défaillance totale ou partielle dans l'exécution de la commande, le pouvoir adjudicateur pourra faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire défaillant.

4.2. Changement dans la situation du Titulaire

Le Titulaire informe sans délai les Manufactures nationales de tout changement de sa situation ayant pour effet de le placer dans un des cas d'interdiction de soumissionner aux marchés prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique.

Par ailleurs, le Titulaire communique immédiatement aux Manufactures nationales les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il se présente ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À sa nationalité ;
- À son domicile ou à son siège social ;
- Au montant de son capital social ;
- Aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent ;
- À ses coordonnées bancaires.

Le Titulaire fait parvenir aux Manufactures nationales, par tout moyen permettant de garantir leur réception, le(s) document(s) justifiant de la modification. Cette modification est prise en compte par les Manufactures nationales dans un délai de trente (30) jours calendaires.

Dans le cas d'une nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire, ou du membre concerné en cas de groupement d'opérateurs économiques, le Titulaire doit produire l'ensemble des documents et renseignements suivants concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- Une copie de l'annonce légale ;
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- Un relevé d'identité bancaire ;
- Le numéro unique d'identification délivré par l'INSEE faisant apparaître la fusion / absorption de la société correspondante ;
- Les attestations fiscales et sociales de la nouvelle entreprise ;
- La liste nominative des salariés étrangers employés conformément à l'article D.8254-2 du code du travail ;
- L'attestation sur l'honneur dûment signée qui indique que le repreneur n'entre pas dans les motifs d'exclusions listés aux articles L.2141-1 et suivants du code de la commande publique ;
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de la nouvelle entreprise ;
- Le document de candidature identique à celui fourni dans le dossier de la consultation des entreprises lors de la mise en concurrence.

La cession du marché acceptée par les Manufactures nationales fait l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau Titulaire.

4.3. Clause de réexamen

L'article 25 du CCAG-FCS s'applique.

4.4. Prestations supplémentaires ou modificatives

Le Titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques et prix du marché sans autorisation préalable de l'acheteur.

Il est dérogé à l'article 23.1 du CCAG-FCS. Toute prestation supplémentaire ou modificative sera fixée par voie d'avenant.

4.5. Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du Code de la commande publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour les Manufactures nationales.

Si elles envisagent de modifier le marché pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, les Manufactures nationales se fondent sur les justifications financières précises que leur apporte le Titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

En cas d'acceptation de la demande par les Manufactures nationales, les modifications apportées aux prix ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, les Manufactures nationales et le Titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le Titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le Titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par les Manufactures nationales :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le Titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

ARTICLE 5. SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire se conforme strictement aux articles L.2193-1 à L.2193-9 et R.2193-1 à R.2193-9 du Code de la commande publique.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément des Manufactures nationales, le Titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Cet acte mentionne la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les

modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Les Manufactures nationales doivent accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de vingt-et-un (21) jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), les Manufactures nationales sont réputées avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Un sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est tenu de l'ensemble des obligations résultant du présent marché. En cours d'exécution du marché, le Titulaire demeure responsable de plein droit de l'exécution des prestations sous-traitées.

ARTICLE 6. MONTANT ET PRIX

6.1. Forme des prix et contenu des prix

Le lot 1 et le lot 3 sont conclus à prix forfaitaires, détaillés au moyen de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), propre à chaque lot, annexée à l'acte d'engagement.

Le lot 2 est conclu avec un bordereau de prix unitaires, annexée à l'acte d'engagement.

Les prix comprennent au maximum deux (2) chiffres après la virgule. L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro (€).

La TVA est appliquée au taux légal en vigueur à la date du fait générateur.

Les prix sont réputés complets, ils comprennent notamment l'ensemble des équipements et des consommables, des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations, toutes taxes éventuelles, tous les frais exposés pour l'exécution des prestations, les frais de déplacement pour les réunions, visites de sites et la totalité des frais de gestion, ainsi que les frais de représentation et de coordination du mandataire dans le cas où le Titulaire est un groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du Code de la commande publique.

6.2. Montant maximum des accords-cadres

Pour le lot 2, les prestations à prix unitaires sont conclues sans montant minimum, et avec un montant maximum de 550 000 € HT sur toute la durée du marché.

Pour le lot 3, les prestations à prix unitaires sont conclues sans montant minimum, et avec un montant maximum de 50 000 € HT sur toute la durée du marché.

6.3. Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au M0 correspondant à la date de remise de l'offre finale par le Titulaire.

Les prix des prestations ne font pas l'objet de variation de prix, ils sont fermes et définitifs.

ARTICLE 7. CLAUSES DE SURETE ET DE FINANCEMENT

7.1. Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera appliquée au Titulaire.

7.2. Avance

Une avance peut être accordée au Titulaire, sauf refus de celui-ci exprimé à l'acte d'engagement.

Pour le lot 1 et la part forfaitaire du lot 3, l'avance peut être accordée dans les conditions de l'article R2191-3 du code de la commande publique.

Pour le lot 2 et la part à bons de commande du lot 3, l'avance peut être accordée dans les conditions de l'article R2191-16 du code de la commande publique.

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant 30% pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Le Titulaire constitue une garantie à première demande conformément aux dispositions de l'article R2191-36 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R2191-11 et suivants du Code de la commande publique.

7.3. Acompte

Il est prévu un versement d'acomptes dans les conditions prévues à l'article 8.1.

7.4. Cession ou nantissement

Sur demande expresse du Titulaire, il lui sera remis une copie de l'original de l'acte d'engagement certifiée conforme et portant la mention "copie certifiée conforme à l'original" délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance.

La cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du marché par un établissement de crédit doit être notifié au comptable public assignataire des paiements.

ARTICLE 8. REGLEMENT DES COMPTES AU TITULAIRE

8.1. Répartition des paiements

Le règlement du prix s'effectue par acomptes périodiques dans les conditions prévues aux articles R. 2191.22 du code de la commande publique et 11.2 du CCAG-FCS.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

8.2. Délais de paiement

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à trente (30) jours à compter de la réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai

de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à quarante (40) euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

8.3. Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le Titulaire et après constatation du service fait total ou partiel par les Manufactures nationales.

La demande de paiement est établie, conformément à l'article 11.3 du CCAG-FCS par le Titulaire.

En complément des dispositions de l'article 11 du CCAG-FCS, la demande de paiement est datée, numérotée et comporte, selon le cas :

- Les références du marché et, le cas échéant, du bon de commande ;
- Le détail et le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et diminué des réfections le cas échéant ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- Le cas échéant, le remboursement de l'avance ;
- Le cas échéant, la révision des prix ;
- Le cas échéant, les pénalités ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant TTC.

Les factures doivent être libellées à :

Établissement public des Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national
1 rue Berbier du Mets
75013 Paris

Le comptable assignataire des Manufactures nationales se réserve le droit de renvoyer au Titulaire toute facture ne comportant pas ces mentions ou d'effectuer une suspension de paiement par manque de pièces qui doivent accompagner la facture.

8.4. Mode de règlement

Le mode de règlement imposé par les Manufactures nationales est le virement administratif.

Les paiements sont effectués suivant les règles de la comptabilité publique, selon la

règlementation en vigueur, sur présentation des justificatifs de prestations fournis par le Titulaire et validés par les Manufactures nationales, à terme échu après approbation des relevés d'activités correspondants.

8.5. Modalités de règlement

Les factures sont envoyées via le portail Chorus Pro. Les éléments suivants devront être utilisés :

- Code SIRET des Manufactures nationales : **939 106 274 00011**.

8.6. Paiement des sous-traitants

L'acte spécial de sous-traitance indique les sommes qui seront réglées aux sous-traitants.

NB : Dans le cas où la sous-traitance est déclarée lors de la remise de l'offre, l'annexe 2 à l'Acte d'engagement devra également indiquer les sommes qui seront réglées respectivement au Titulaire et à ses sous-traitants éventuels, ayant droit au paiement direct.

Les modalités et la procédure de paiement direct sont définies aux articles R2193-10 et suivants du Code de la commande publique.

ARTICLE 9. PENALITES

9.1. Modalités d'application des pénalités

Tout manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment, la possibilité de refuser la prestation réalisée par le Titulaire, et d'en prescrire la réfection totale ou partielle aux frais du Titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable et sur simple constatation du manquement par l'acheteur.

Conformément à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10% du montant total HT du marché.

Conformément à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le Titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du lot n°1.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le Titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 2 000 € pour l'ensemble du lot n°2.

9.2. Pénalités

Le manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu aux pénalités suivantes :

9.2.1. Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS :

- En cas de retard imputable au Titulaire dans l'exécution de ses prestations, par rapport aux délais d'exécution fixés lors de la réunion de synthèse n°1, tels que prévu à l'article 6.1 du CCTC, le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire égale à deux cent (200) euros par jour de retard constaté ;
- En cas de retard imputable au Titulaire dans la remise du compte-rendu d'intervention, par rapport au délai d'exécution précisé à l'article 6.2 du CCTC, le Titulaire encourt une

pénalité forfaitaire égale à cent (100,00) euros par jour de retard constaté.

9.2.2. Autres pénalités

- En cas de report de plus de deux (2) semaines d'une réunion, ou en cas d'absences répétées et non motivées (au minimum 2), le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire égale à cinq cent (500) euros par absence constatée ;
- En cas de non-respect du plan de prévention, tel que précisé à l'article 10.2.2 du présent CCAP, le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire de cent euros (100,00) par manquement constaté.

ARTICLE 10. OBLIGATIONS DES PARTIES

10.1. Obligation des Manufactures nationales

10.1.1. Obligation d'accès au site

Il appartient aux Manufactures nationales d'assurer l'accès des bâtiments aux équipes et aux véhicules du Titulaire.

Les Manufactures nationales fourniront, à l'écrit ou à l'oral, une description des accès : stationnement, dimensions des couloirs, ascenseurs et monte charges utilisables, etc.

10.1.2. Obligation d'information

Les Manufactures nationales mettront à disposition du Titulaire tout document et information nécessaires à l'exécution du présent marché.

Elles fourniront les informations relatives à la présence d'autres prestataires durant l'opération le cas échéant.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du marché.

10.2. Obligation du Titulaire

10.2.1. Obligation de conseil et d'information

Le Titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, ainsi qu'au signalement de tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations, les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à leur faire prendre, à attirer l'attention de l'acheteur lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts des Manufactures nationales.

10.2.2. Mesures de sécurité – Plan de prévention

Conformément aux dispositions de droit commun en matière de santé et sécurité au travail applicables à tout employeur, prescrites aux articles R. 4511-1 à R.4514-10 du code du travail, le titulaire et ses sous-traitants procéderont avec le service en charge de la santé et sécurité au travail du pouvoir adjudicateur à une inspection commune préalable à leur intervention. Cette dernière permettra d'identifier les risques liés aux interférences et arrêter les mesures de prévention et de sécurité pour y remédier qui seront transcrites dans le plan de prévention. Cette inspection se tiendra avant le début de la prestation.

Elle concernera le titulaire et chaque sous-traitant devant intervenir sur le site du pouvoir adjudicateur.

Lorsqu'un sous-traitant est désigné en cours de prestation, les dispositions énoncées précédemment devront s'appliquer.

Le titulaire sera le seul responsable de la communication auprès de son personnel, du plan de prévention et des mesures qui en résultent et de l'application scrupuleuse de ces dernières.

10.2.3. Garantie de compétence

Le Titulaire s'engage à ce que son personnel et celui de ses sous-traitants éventuels, chargés de la réalisation des prestations prévues au présent marché, disposent d'un niveau de formation et de qualification adapté aux exigences du CCTC et du CCTL du lot concerné.

10.2.4. Identification du personnel

Tous les agents intervenant pour le compte du Titulaire dans les locaux de l'administration, y compris le personnel d'encadrement et les éventuels sous-traitants, doivent porter en permanence des vêtements de travail logotypés aux couleurs et sigle de leur entreprise. Au début des opérations, le chef d'équipe doit se présenter auprès de l'administration, lui confirmer son identité ainsi qu'un numéro de téléphone où il peut être joint pendant toute la durée des opérations.

10.2.5. Liste nominative du personnel

Le Titulaire doit communiquer aux Manufactures nationales la liste nominative de l'ensemble du personnel affecté aux prestations.

10.2.6. Tenue et comportement du personnel

Le personnel du Titulaire doit faire preuve à tout instant d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers et des patrimoines immobilier et mobilier des Manufactures nationales.

L'usage des matériels et des équipements des locaux des Manufactures nationales lui est interdit, sauf autorisation expresse des Manufactures nationales. Les utilisations frauduleuses feront l'objet d'un chiffrage, dont le montant est déduit de la facturation du Titulaire.

Le personnel doit se présenter avec une tenue vestimentaire correcte et adaptée à la nature de la prestation à exécuter dans le respect des règles de sécurité et du Code du travail.

Le personnel du Titulaire doit observer les règles de comportement propres à un environnement professionnel, et notamment :

- Interdiction de fumer ou devapoter en dehors des lieux prévus à cet effet ;
- Tenue vestimentaire en bon état de propreté ;
- Interdiction d'introduire et de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux ou d'y pénétrer en état d'ivresse ;
- Interdiction de manger en dehors des lieux prévus à cet effet ;
- Interdiction d'introduire des marchandises destinées à la vente ;
- Interdiction de solliciter ou de recevoir de quiconque un pourboire quelconque.

Il est précisé que le personnel du Titulaire devra user des accès les plus directs, se maintenir dans les locaux désignés pour l'exécution des prestations et ne pénétrer ni circuler sous quelque prétexte que ce soit dans les autres parties des bâtiments.

10.2.7. Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Le Titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de

protection de la main-d'œuvre, d'hygiène, des conditions de travail et de sécurité, et dans le respect des normes relatives aux prestations objet du marché.

Le Titulaire doit respecter les dispositions en vigueur du code du travail et toute autre disposition lui étant applicable, notamment s'agissant du travail en hauteur.

À ce titre, il doit observer les dispositions particulières de sécurité liées à la nature des opérations. Ces dispositions sont réputées avoir été prises en compte pour l'établissement des prix indiqués dans la décomposition du prix global et forfaitaire propre à chaque lot.

Le personnel du Titulaire doit disposer des vêtements de protection individuelle adaptés, notamment gants et chaussures de sécurité.

10.2.8. Responsabilité du Titulaire

En ce qui concerne ses responsabilités en matière de dommages éventuels, le Titulaire est pécuniairement responsable vis-à-vis des tiers, des actes de son personnel, notamment au regard des dommages causés aux personnes ou aux choses. Cette responsabilité pourra être mise en jeu par l'administration dans toutes les circonstances où seront survenus des dommages aux personnes ou aux choses du fait du Titulaire.

10.2.9. Conflits d'intérêt

Tout au long de l'exécution du marché, le Titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

ARTICLE 11. TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les Manufactures nationales et le Titulaire traitent des données personnelles pour les besoins de l'exécution et du suivi du marché public et, le cas échéant, des contentieux liés à sa passation ou son exécution. Ils s'engagent à respecter la réglementation applicable aux traitements de données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés dans sa rédaction issue de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Chaque partie est seule responsable du traitement qu'elle met en œuvre pour son propre compte avec les données transmises par l'autre partie. Les données transmises dans le cadre du marché ne sont pas utilisées à d'autres fins que son exécution ou son suivi ou le suivi des contentieux.

Chaque partie informe les personnes concernées du traitement de données personnelles qu'elle met en œuvre et des moyens dont elles disposent pour exercer leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD), notamment leur droit d'accès, de rectification, et dans certains cas, d'effacement ou d'opposition.

Pour les traitements mis en œuvre par les Manufactures nationales, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données des Manufactures nationales dont les coordonnées seront transmises à la notification du marché.

Pour les traitements mis en œuvre par le Titulaire, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données désigné en application de l'article 37 du règlement général sur la protection des données (RGPD) et dont les coordonnées sont communiquées aux Manufactures nationales à la notification du marché.

Sauf obligation légale ou réglementaire particulière, les Manufactures nationales et le Titulaire s'engagent à détruire toutes les données personnelles et toutes leurs copies dès qu'elles ne sont plus nécessaires à l'exécution des prestations et au plus tard dans un délai de deux mois à compter de la fin de l'exécution du marché.

ARTICLE 12. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

12.1. Opérations de vérification

Les opérations de vérification interviennent dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 27.2.2 du CCAG-FCS, le Titulaire est dispensé d'aviser par écrit le pouvoir adjudicateur de la date à laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur n'a pas à aviser le Titulaire des jours et heures de la vérification des prestations réalisées pour acceptation.

12.2. Réception

A l'issue des vérifications, le pouvoir adjudicateur prononce la réception, l'ajournement, la réfection avec réfaction ou le rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

Par dérogation aux articles 30.2.1 et 30.4 du CCAG-FCS, en cas d'ajournement ou de rejet des prestations, le Titulaire dispose des délais fixés par le pouvoir adjudicateur pour effectuer de nouvelles prestations.

ARTICLE 13. ASSURANCES

Le Titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire devra justifier qu'il est en possession d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire, couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes du marché, à raison des dommages de toute nature survenant pendant l'exécution des prestations.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le Titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le Titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le Titulaire.

Les garanties dont le Titulaire bénéficie doivent être suffisantes au regard de l'objet du marché.

ARTICLE 14. RESILIATION DU MARCHE

14.1. Généralités

Les Manufactures nationales ont la faculté de résilier le présent marché avant son achèvement, sans préjudice de l'application d'éventuelles pénalités :

- Soit pour événements extérieurs au marché, dans les conditions mentionnées à l'article 39 du CCAG-FCS,
- Soit pour événements liés aux marchés dans les conditions mentionnées à l'article 40 du CCAG-FCS,
- Soit pour faute du Titulaire dans les conditions mentionnées à l'article 41 du CCAG-FCS et des cas complémentaires indiqués ci-dessous,
- Soit pour motif d'intérêt général dans les conditions mentionnées à l'article 42 du CCAG-FCS.

Les Manufactures nationales peuvent être amenées à faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du Titulaire en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du Titulaire.

14.2. Résiliation pour faute

En complément des dispositions de l'article 41 du CCAG-FCS et sans préjudice de l'application d'éventuelles pénalités, les Manufactures nationales peuvent résilier le présent marché, pour faute (résiliation simple) ou aux torts exclusifs du Titulaire (résiliation avec exécution à ses frais et risques) sans indemnisation dans les cas suivants :

- Si le Titulaire n'accomplit pas les diligences nécessaires à l'exercice de sa mission ;
- Si le Titulaire déclare ne plus pouvoir exécuter ses engagements ;
- Lorsque le Titulaire s'est livré, à l'occasion des prestations, à des actes frauduleux, portant sur la nature, la qualité ou la quantité desdites prestations ;
- En cas de retard significatif ;
- En cas de non-respect répété des obligations et/ou prestations telles que définies dans les documents contractuels.

La résiliation pour faute est précédée d'une mise en demeure préalable, adressée par courrier recommandé avec avis d'admission et restée infructueuse après un délai de dix (10) jours calendaires à compter de sa réception par le Titulaire.

ARTICLE 15. LITIGES ET CONTENTIEUX

L'acheteur et le Titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le Titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

Tout litige né de l'exécution du présent marché et à défaut d'accord amiable, relève du droit français et de la compétence exclusive :

Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy
75181 PARIS (France) Cedex 04

ARTICLE 16. DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Les dérogations au CCAG-FCS sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Article du CCAP	Article du CCAG-FCS
Article 3	Article 4.2.1 du CCAG-FCS
Article 9.1	Article 14.1.1
Article 9.1	Article 14.1.3
Article 9.2.1	Article 14.1.1
Article 12.1	Article 27.2.2
Article 12.1	Article 27.3
Article 12.2	Article 30.2.1
Article 12.2	Article 30.4

*** FIN DU DOCUMENT ***